

Le président de la République sortant Filip Vujanovic peut-il être battu ?

de Corinne Deloy

Analyse

515 000 Monténégrins sont appelés aux urnes le 7 avril prochain pour le 1er tour de l'élection présidentielle. Le chef de l'Etat sortant Filip Vujanovic (Union démocratique des socialistes, DPS) est candidat à sa propre succession, une candidature qui a suscité la polémique auprès d'une partie de la classe politique. En effet, Filip Vujanovic a été élu le 11 mai 2003 président de l'Etat de Serbie et Monténégro. A cette époque, Podgorica était une partie de l'Etat de Serbie-et-Monténégro, le Monténégro ayant recouvré son indépendance le 3 juin 2006. Filip Vujanovic a ensuite été élu à la présidence de la République du Monténégro indépendant le 6 avril 2008. Il a recueilli 51,89% des suffrages et gagné l'élection dès le 1er tour devant Andrija Mandic (Parti populaire serbe, SNS), qui a obtenu 19,55% des voix.

Rappel des résultats du 1er tour de l'élection présidentielle du 6 avril 2008 au Monténégro

Participation : 68,20%

Candidats	Nombre des voix obtenues (1er tour)	% suffrages recueillis (1er tour)
Filip Vujanovic (Union démocratique des socialistes, DPS)	171 118	51,89
Andrija Mandic (Parti populaire serbe, SNS)	64 473	19,55
Nebojsa Medojevic (Mouvement pour les changements (GZP)	54 874	16,64
Srdan Milic (Parti socialiste populaire, SNP)	39 916	11,92

Source : Agence France-Presse

Le Parti social-démocrate (SDP), fidèle allié du DPS du Premier ministre Milo Djukanovic (les deux partis gouvernement de concert le Monténégro depuis 1998), s'est opposé à une 3e candidature de Filip Vujanovic à la présidence de la République. Son leader Ranko Krivokapic, éternel rival du chef de l'Etat monténégrin, la juge inconstitutionnelle et a saisi la Cour constitutionnelle sur ce fait. La Loi fondamentale monténégrine (article 86) autorise le président de la République, dont la fonction est essentiellement honorifique, à effectuer 2 mandats de 5 ans consécutifs. Selon le DPS, qui dirige le pays depuis le début des années 1990, le

premier mandat du chef de l'Etat, qui a débuté avant l'indépendance du Monténégro, ne doit pas être pris en considération.

Le 15 février dernier, la Cour constitutionnelle du Monténégro a statué par 6 voix contre 1 et autorisé Filip Vujanovic à être candidat à l'élection présidentielle. Ranko Krivokapic a annoncé le 8 mars dernier qu'au vu de cette décision, son parti boycotterait le scrutin.

Le chef de l'Etat sortant a lancé sa campagne électorale à la fin du mois de février. Il a mis en avant le fait qu'il travaillerait en partenariat avec le gouvernement

de Milo Djukanovic alors que, selon lui, une victoire de son principal rival, Miodrag Lekic, leader du Nouveau Front démocratique, coalition de plusieurs partis de l'opposition, déstabiliserait le Monténégro. Filip Vujanovic a accusé son adversaire de s'être opposé à ce que le Monténégro retrouve son indépendance lors du référendum organisé le 21 mai 2006. « *Miodrag Lekic déclarait que l'union avec la Serbie était notre avenir* » a-t-il souligné. Ce dernier a cependant été affecté par les documents publiés par le quotidien Dan le 15 février dernier qui révèle la façon dont le DPS place ses partisans aux postes publics.

Miodrag Lekic, leader du Nouveau Front démocratique, coalition créée à l'occasion des élections législatives du 14 octobre 2012 et qui rassemble la Nouvelle démocratie serbe (NSD) d'Andrija Mandic, le Mouvement pour les changements (GZP) dirigé par Nebojsa Medojevic et le Parti des retraités, des invalides et de la justice sociale, est le principal candidat de l'opposition. Ancien ministre des Affaires étrangères et ambassadeur de Yougoslavie en Italie, soutenu par le Parti populaire socialiste (SNP) de Srdjan Milic, il se présente néanmoins en indépendant. Il a lancé sa campagne électorale le 4 mars dernier.

La décision de Srdjan Milic pourrait annoncer un rapprochement des partis serbes. Elle constitue une menace pour Filip Vujanovic, qui se montre pourtant confiant dans sa réélection. La longévité au pouvoir du DPS s'explique en grande partie par l'impossibilité pour les partis de l'opposition de s'unir et de s'accorder sur un programme commun. « *Un candidat d'union serait un bon choix mais les leaders de l'opposition ont besoin de se faire davantage confiance les uns les autres* » soulignait Daliborka Uljarevic, directeur du Centre d'éducation civique à Podgorica. Si nous n'y sommes pas encore, un pas a toutefois été franchi. Miodrag Lekic a d'ailleurs conseillé au chef de l'Etat sortant d'attendre le résultat du vote avant de célébrer sa victoire.

Les analystes politiques considèrent que Filip Vujanovic se montre trop confiant dans ses capacités à s'imposer de nouveau à la tête de l'Etat et soulignent qu'il n'est pas à l'abri de subir un sort identique à celui de son homologue serbe, Boris Tadic (Parti démocrate, DS) qui, le 6 mai dernier, a été battu par Tomislav Nikolic (Parti progressiste serbe, SNS) au 2e tour de l'élection présidentielle serbe.

D'autant que le Monténégro traverse une situation difficile. Le 28 janvier dernier, les syndicats ont manifesté devant le Skupstina, chambre unique du parle-

ment, contre le projet du gouvernement d'augmenter de trois points l'impôt sur le revenu pour tous les salaires supérieurs à 400 € mensuels afin de lutter contre le déficit budgétaire (qui s'est élevé à 128,6 millions € pour les onze premiers mois de 2012 contre 80,8 millions € pour la même période en 2011). Podgorica a institué un impôt à taux unique pour la TVA, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés fixé depuis 2010 à 9%. Le salaire moyen est de 480 € par mois.

Rade Bojovic, membre du club politique Monténégro juste, souhaite se présenter en candidat indépendant. Dans un entretien accordé au quotidien Pobjeda, il a affirmé que rien ne changerait si Filip Vujanovic gagnait le scrutin. « *En revanche, si Miodrag Lekic remporte le scrutin, cela entraînera certainement de nouvelles élections législatives. Nous aurons alors une crise politique. Mais si je m'impose, il n'y aura pas de turbulences supplémentaires ni de crise politique. Mon rôle sera constructif* » a-t-il indiqué. Il n'a cependant pas encore présenté à la Commission électorale les 7 500 signatures d'électeurs que tout candidat doit recueillir afin d'être autorisé à participer à la l'élection présidentielle. Miodrag Lekic a présenté 8 200 signatures, Filip Vujanovic en a déposé 13 500.

Monténégro positif (PCG), nouveau parti de centre gauche fondé en mai 2012 par Darko Pajovic, a choisi de boycotter l'élection présidentielle. Les partis représentant les minorités vivant dans le pays sont liées au DPS et ne présentent donc pas de candidat au scrutin. Mehmet Bardhi, président de l'Alliance démocratique du Monténégro (DCG), a toutefois manifesté le désir d'utiliser l'opportunité du scrutin pour obtenir une révision de la loi électorale en faveur d'un accroissement du nombre des sièges des députés albanophones au parlement. Il a exigé de recevoir une garantie que cette promesse serait respectée avant de soutenir la candidature du chef de l'Etat sortant.

Les candidats ont jusqu'au 18 mars prochain pour se déclarer auprès de la Commission électorale.

L'élection présidentielle du 7 avril prochain est loin d'être jouée et la plus incertaine que le Monténégro ait connue. Si aucun des personnalités en lice ne parvient à recueillir la majorité absolue le 7 avril, un 2e tour aura lieu le 21 avril. Des élections locales auront également lieu le 7 avril au Monténégro dans les villes d'Andrijevica et de Niksic. Dans cette dernière municipalité, les partis de l'opposition, arrivés en tête lors du scrutin du 14 octobre 2012, ne sont pas parvenues à former une coalition pour diriger la ville. Les habitants doivent donc retourner aux urnes.

Filip Vujanovic est réélu pour un deuxième mandat à la présidence de la République du Monténégro

Résultats

Le chef de l'Etat sortant Filip Vujanovic (Union démocratique des socialistes, DPS) a été réélu à la présidence du Monténégro le 7 avril. Il a recueilli 51,21% des suffrages pour 48,79% à son unique rival, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Miodrag Lekic. Leader du Nouveau Front démocratique, coalition créée l'an dernier à l'occasion des élections législatives du 14 octobre 2012 et qui rassemble la Nouvelle démocratie serbe (NSD) d'Andrija Mandic, le Mouvement pour les changements (GZP) dirigé par Nebojsa Medojevic et le Parti des retraités, des invalides et de la justice sociale, Miodrag Lekic se présentait cependant en candidat indépendant. Le scrutin a été très serré, les deux candidats ont d'ailleurs revendiqué la victoire durant près de 24 heures après la fermeture des bureaux de vote. Seuls 7 000 voix (sur un total de 327 000) séparent les deux adversaires a précisé le chef de la commission électorale, Ivan Kalezic.

Soutenu par le DPS, Filip Vujanovic n'a cependant pas bénéficié de l'appui du Parti social-démocrate (SDP), fidèle allié du parti du Premier ministre Milo Djukanovic (les deux partis gouvernement de concert le Monténégro depuis 1998). Le SDP était opposé à une 3e candidature, qu'il jugeait inconstitutionnelle, de Filip Vujanovic à la présidence du pays, son leader Ranko Krivokapic, éternel rival du chef de l'Etat monténégrin, avait d'ailleurs saisi la Cour constitutionnelle sur ce fait.

Filip Vujanovic a été élu le 11 mai 2003 président de l'Etat de Serbie et Monténégro. Le Monténégro n'a recouvré son indépendance que le 3 juin 2006. Filip Vujanovic a ensuite été élu à la présidence du Monténégro indépendant le 6 avril 2008 dès le 1er tour de scrutin avec 51,89% des suffrages. Le 15 février dernier, la Cour constitutionnelle a autorisé le chef de l'Etat sortant à se présenter de nouveau à l'élection présidentielle. En conséquence, le Parti

social-démocrate avait choisi de boycotter le scrutin.

La Loi fondamentale monténégrine (article 86) autorise le président de la République, dont la fonction est essentiellement honorifique, à effectuer 2 mandats de 5 ans consécutifs. Le DPS, qui dirige le pays depuis le début des années 1990, avait mis en avant que le premier mandat du chef de l'Etat avait débuté avant l'indépendance du Monténégro et ne pouvait être pris en considération.

Seuls deux candidats étaient en lice pour l'élection présidentielle. Rade Bojovic, membre du club politique Monténégro juste, n'a pas réussi à présenter les 7 500 signatures d'électeurs obligatoires pour se présenter à l'élection.

Un peu moins des 2/3 des Monténégrins (63,90%) se sont rendus aux urnes, soit -4,30 points par rapport à l'élection présidentielle du 6 avril 2008.

Résultats de l'élection présidentielle du 7 avril 2013 au Monténégro

Participation : 63,90%

Candidats	Nombre des voix obtenues (premier tour)	Pourcentage des suffrages recueillis (premier tour)
Filip Vujanovic (Union démocratique des socialistes, DPS)	161 940	51,21
Miodrag Lekic (Nouveau Front démocratique)	154 290	48,79

Source : Commission électorale centrale du Monténégro

Election présidentielle au Monténégro 9 avril 2013

L'analyste politique Dubravka Uljarevic du *think tank* Center for Civic Education, attribue la longévité du pouvoir du DPS à un contrôle sans partage des institutions administratives et financières. « *Cela leur donne une force à laquelle l'opposition, victime de ses propres faiblesses et de l'absence d'un soutien international, ne peut répondre* » a-t-elle déclaré.

« *Le président au Monténégro n'est pas une personnalité de grande importance mais le fait qu'il soit élu au suffrage universel augmente toutefois sa crédibilité* » a déclaré le politologue Milos Besic. Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Monitor*, Drasko Djuranovic, a cependant indiqué que le Monténégro entrait dans une période de tensions et de crise au cours de laquelle l'opposition mettra en doute la légitimité du président et de la coalition au pouvoir.

Agé de 59 ans, Filip Vujanovic est diplômé de droit de l'université de Belgrade. Avocat, il a débuté sa carrière politique en 1993 en étant nommé ministre de la Justice (1993-1995) puis de l'Intérieur (1995-1998) dans les gouvernements dirigés par Milo Djukanovic. En 1997, lorsque le DPS se scinde en deux branches, l'une emmenée par un proche de l'ancien président serbe Slobodan Milosevic, Momir Bulatovic, et l'autre conduite par Milo Djukanovic, Filip Vujanovic reste fidèle à ce dernier. En 1998, il est nommé Premier ministre, poste qu'il occupera jusqu'aux élections

législatives du 20 octobre 2002. Après l'invalidation de deux scrutins présidentiels desquels il était arrivé largement en tête (mais qui avaient été invalidés faute d'une participation insuffisante : moins de la moitié des électeurs inscrits s'étaient rendu aux urnes), Filip Vujanovic accède finalement le 11 mai 2003 à la présidence de la République de l'Etat de Serbie et Monténégro. Il deviendra le 6 avril 2008 le premier chef de l'Etat d'un Monténégro indépendant, poste auquel il a donc été réélu le 7 avril.

Filip Vujanovic a promis d'œuvrer à l'établissement d'un Monténégro « *démocratique et développé, où les citoyens vivront mieux, un bon voisin et partenaire fiable dans la région et, surtout, un Etat intégré prochainement au sein de l'Union européenne et de l'OTAN* ». Il a promis de travailler à « *attirer des investissements étrangers, créer des emplois et augmenter les salaires des citoyens* ».

Le Premier ministre Milo Djukanovic a annoncé que les projets d'actions en faveur de l'Etat de droit et de la lutte contre le crime organisé et la corruption demandés par la Commission européenne pour ouvrir les chapitres 23 et 24 des négociations d'adhésion seront prêts à la fin du mois d'avril. « *Nous espérons que les négociations sur ces deux chapitres s'ouvriront durant la deuxième partie de cette année* » a-t-il déclaré.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.